Revue d'histoire du XIXe siècle

Société d'histoire de la révolution de 1848 et des
révolutions du XIXe siècle

46 | 2013

L'espace du politique en Allemagne au XIX^e siècle

La « famille » des sourds-muets face à l'idée de progrès au XIX^e siècle

Florence Encrevé

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4453>

DOI : 10.4000/rh19.4453

ISSN : 1777-5329

Éditeur

La Société de 1848

Édition imprimée

Date de publication : 1 juin 2013

Pagination : 145-161

ISSN : 1265-1354

Référence électronique

Florence Encrevé, « La « famille » des sourds-muets face à l'idée de progrès au XIX^e siècle », *Revue d'histoire du XIXe siècle* [En ligne], 46 | 2013, mis en ligne le 01 juin 2016, consulté le 19 avril 2019.

URL : <http://journals.openedition.org/rh19/4453> ; DOI : 10.4000/rh19.4453

Tous droits réservés

FLORENCE ENCREVÉ

*La « famille » des sourds-muets
face à l'idée de progrès au XIX^e siècle*

Du fait de la mise à l'écart sociale des sourds à la fin du XIX^e siècle¹, leur histoire n'a fait l'objet d'études que depuis les années 1970, au moment où les sourds ont eu la possibilité d'agir eux-mêmes pour changer leur condition. Les premiers à s'intéresser aux sourds du XIX^e siècle ne sont d'ailleurs pas des historiens : Bernard Mottez² est sociologue et Christian Cuxac linguiste³. L'absence de travaux historiques sur les sourds au XIX^e siècle, préalable nécessaire à leur étude, les a conduits à entreprendre eux-mêmes cette recherche. Cependant, leur objectif n'était pas fondamentalement historique, et il a fallu attendre que les premiers historiens se penchent sur la question pour voir réinscrite la question sourde dans l'évolution globale de la société française du XIX^e siècle⁴. Toutefois, probablement en raison de leur statut de précurseurs, ces travaux historiques cherchent avant tout à étudier les sourds en tant qu'objet, et non en tant que sujets. Il est vrai que les sources rédigées par les sourds sont peu nombreuses : à part Ferdinand Berthier (1803-1886), auteur de nombreux articles et ouvrages, les sourds ayant produit des textes sont surtout les rédacteurs des comptes rendus des banquets ou des assemblées générales des associations que celui-ci a précisément fondées. La présentation du point de vue des sourds-muets au XIX^e siècle est donc

1. Cf. Florence Encrevé, *Sourds et société française au XIX^e siècle (1830-1905)*, thèse d'histoire sous la direction de Michèle Riot-Sarcey et de Christian Cuxac, Université Paris 8, 2008, p° 421-502. (Version publiée : Florence Encrevé, *Les sourds dans la société française. Idée de progrès et langue des signes*, Grâne, Créaphis, 2013, p. 297-353).

2. Cf. notamment Bernard Mottez, *Les Sourds existent-ils ?*, Textes réunis et présentés par Andrea Benvenuto, Paris, L'Harmattan, 2006.

3. Christian Cuxac, *Le langage des sourds*, Payot, 1983. Cf. également, entre autres ouvrages de chercheurs non-historiens, Jean Grémion, *La planète des sourds*, Sylvie Messinger, 1990 ; Yves Delaporte, « Le regard sourd "Comme un fil tendu entre deux visages..." », *Terrain*, n° 30, mars 1998, p. 49-66 ; Yves Bernard, *Approche de la gestualité à l'institution des sourds-muets de Paris, aux XVIII^e et XIX^e siècles*, thèse de linguistique sous la direction de Frédéric François, université Paris 5, 1999.

4. Cf. notamment Jean-René Presneau, *Signes et institutions des sourds XVIII^e -XIX^e siècles*, Seyssel, Champ Vallon, 1998 (et, plus récemment, Jean-René Presneau, *L'éducation des sourds et muets, des aveugles et des contrefaits au siècle des Lumières (1750-1789)*, Paris, L'Harmattan, 2010) et François Buton, *Les corps saisis par l'État, l'éducation des sourds-muets et des aveugles au XIX^e siècle. Contribution à la socio-histoire de l'État (1789-1885)*, thèse de sciences sociales sous la direction de Michel Offerlé, École des hautes études en sciences sociales, 1999.

nécessairement tributaire du prisme de la vision de Ferdinand Berthier et de ses collègues. Leurs opinions sont principalement représentatives de celles des Parisiens membres de la « famille » des sourds-muets fondée par Berthier en 1834. Malgré tout, et par bien des aspects, l'analyse de l'évolution de cette micro-société peut contribuer à éclairer autrement l'évolution générale du XIX^e siècle, en mettant notamment en relief le paradoxe qui apparaît à partir des années 1880 entre la réalité concrète vécue par les sourds et les principes mis en œuvre par les républicains au nom de la liberté et de l'égalité.

*

REMARQUES PRÉLIMINAIRES

Avant d'entrer dans le vif du sujet, il peut être utile de s'arrêter un instant sur le point de cristallisation des conflits entre les sourds signants et les entendants hostiles à la langue des signes au XIX^e siècle : l'idée de progrès. Afin de mieux comprendre dans quelle mesure les personnes qui décident et mettent en œuvre la proscription de la langue des signes dans l'éducation des sourds dans les dernières décennies du XIX^e siècle peuvent être motivées par une certaine interprétation de l'idée de progrès, il nous semble intéressant d'en rappeler les principes. L'idée de progrès est conceptualisée dès le début du siècle⁵, et déjà au XVIII^e siècle certains savants⁶ sont sensibles à ce qu'elle signifie même si elle n'en porte pas forcément encore le nom. Comme l'explique François Guizot en 1829 dans *L'histoire de la civilisation en Europe*, « L'idée du progrès, du développement, me paraît être l'idée fondamentale contenue dans le mot de *civilisation*. »⁷ Selon lui, les sociétés sont en progrès constant, tant au niveau de l'amélioration du bien-être qu'à celui de la distribution plus équitable des produits de ce bien-être. Or, ce qui permet à une société d'être nommée « civilisation », c'est le progrès des individus, et le progrès moral de l'humanité. Dans cette conception, l'homme est ainsi regardé comme supérieur à la nature parce qu'il parvient à maîtriser cette dernière grâce à sa constante amélioration.

Les libéraux, les républicains, les industriels⁸, les médecins, entre autres, y sont globalement favorables, tout comme certains écrivains, comme Victor Hugo, qui écrit en 1862 : « Le Progrès ! Ce cri que nous jetons souvent

5. Cf. à ce sujet Michèle Riot-Sarcey, *Le réel de l'utopie, Essai sur le politique au XIX^e siècle*, Paris, Albin Michel, 1998, p. 40-41.

6. Notamment, dans le domaine de la surdité, Jacob Rodrigues Pereire (1715-1780), scientifique et inventeur d'une méthode pour enseigner aux sourds à parler. Cf. Jean Autin, *Les frères Pereire, le bonheur d'entreprendre*, Paris, Librairie académique Perrin, 1984, p. 16-18.

7. François Guizot, *Histoire de la civilisation en Europe depuis la chute de l'Empire romain*, 6^e édition, Paris, Masson, 1851, p. 14.

8. Dont les frères Émile et Isaac Pereire, les petits-fils de Jacob Rodrigues Pereire, qui fondent en 1875, avec Eugène Pereire (fils d'Isaac), un établissement d'éducation consacré à l'enseignement de la parole : l'école Jacob-Rodrigues-Pereire.

est toute notre pensée ; [...] Le livre que le lecteur a sous les yeux en ce moment, c'est, d'un bout à l'autre, dans son ensemble et dans ses détails [...], la marche du mal au bien, de l'injuste au juste, du faux au vrai, de la nuit au jour, de l'appétit à la conscience, de la pourriture à la vie, de la bestialité au devoir, de l'enfer au ciel, du néant à Dieu. Point de départ : la matière, point d'arrivée : l'âme. L'hydre au commencement, l'ange à la fin.»⁹ L'idée de progrès ne rencontre l'adhésion d'une grande partie de la population que peu à peu à partir de la deuxième moitié du siècle, au moment où se font sentir les premiers effets concrets de la «révolution industrielle». Cela ne signifie pas pour autant que tous les Français sont convaincus, puisque d'aucuns la remettent en cause assez rapidement¹⁰, mais on peut dire qu'à la fin du siècle, consécutivement aux progrès matériels observables, notamment, de la science, de la technique, de la médecine, et même de la situation politique intérieure, la majorité des Français, dont les sourds eux-mêmes, croient bien volontiers à l'amélioration continue de leur condition tant économique que physique.

Or, appliquée aux sourds, cette croyance se traduit chez la plupart des entendants par la volonté de leur permettre de profiter des bienfaits de l'évolution. Pour les médecins, comme Jean Marc Gaspard Itard dès 1800, il s'agit de tenter diverses expériences pour les faire entendre. Pour les pédagogues, il s'agit avant tout, à défaut de parvenir à les rendre entendants, de les faire parler et de leur apprendre à lire la parole sur les lèvres. Cette démarche, que l'on qualifie usuellement d'oraliste, est également liée à une méconnaissance de la langue des signes qui conduit à tenter de faire renoncer les sourds à la pratique de leur langue, qu'ils privilégient pourtant entre eux comme dans leurs relations avec les entendants. En effet, pour les sourds, la langue des signes est le reflet du progrès, car elle seule leur permet d'avoir accès à la totalité de ce qui est dit, contrairement à la lecture sur les lèvres et à l'articulation. Pour les sourds, la langue des signes est le seul moyen d'être égaux aux autres Français. Pour les médecins et les pédagogues entendants qui considèrent (sans la connaître) que la langue des signes ne permet pas le développement des facultés intellectuelles, au contraire, c'est l'oralisme qui représente le progrès et tout doit être tenté pour permettre aux sourds d'en profiter dans le but de les rendre les égaux des entendants.

9. Victor Hugo, *Les misérables*, Paris, Nelson, 1911, tome 4, p. 165.

10. Cf. notamment Charles Baudelaire, *Les fleurs du mal*, Paris, Gallimard, 1972 (1857), p. 229-230.

DE 1834 À 1838 : LA CRÉATION DE LA « FAMILLE » DES SOURDS-MUETS AU TEMPS DES POSSIBLES

Ferdinand Berthier est né en 1803 à Louhans et il intègre l'Institution des sourds-muets de Paris en tant qu'élève en 1811. En 1818, il y devient moniteur, puis répétiteur, en 1824, et enfin professeur, en 1829, en même temps qu'Alphonse Lenoir. Ils sont les deux premiers professeurs sourds de l'Institution nationale des sourds-muets de Paris. Contrairement à un grand nombre de ses semblables qui, du fait de leur surdité, n'ont pas un accès aisé aux informations généralement connues par les entendants, Ferdinand Berthier est un homme qui suit avec grand intérêt les événements de son temps. Il est lui-même le produit de l'éducation des sourds telle que l'a conceptualisée l'abbé de l'Épée et telle que l'a poursuivie la Révolution. Grâce à un enseignement dispensé en langue des signes, il a appris à lire, à écrire et il est devenu professeur à son tour. Il est à la fois la meilleure illustration de la réussite de cette méthode et son plus ardent défenseur. Malgré tout, il prend conscience de la vulnérabilité de la situation des sourds, y compris ceux qui sont socialement bien intégrés, à partir de 1832 lorsque le directeur nouvellement nommé de l'Institution, Désiré Ordinaire, met en application la décision prise par le conseil d'administration de généraliser l'enseignement de la parole articulée à tous les élèves. Cette décision est principalement celle du président du conseil d'administration : Joseph-Marie de Gérando, célèbre philanthrope, dont on peut dire qu'il est acquis à l'idée de progrès. Selon lui, comme selon Désiré Ordinaire, tous les sourds doivent pouvoir bénéficier de tous les enseignements possibles : lecture, dessins, écriture, signes, etc., et parole. Gérando ne considère pas la parole comme essentielle et indispensable à l'instruction des sourds (il lui préfère l'écriture), mais il estime qu'elle doit tout de même leur être enseignée dans le but de « réveiller les idées dans l'esprit [...] [et] les transmettre aux autres hommes »¹¹. La principale conséquence de cette nouvelle organisation est l'éviction des professeurs sourds des enseignements généraux, pour cause d'incapacité à enseigner la parole¹². Dans le cadre de cette réorganisation, le conseil d'administration impose à chaque professeur de dispenser tous les enseignements aux mêmes élèves durant toute leur scolarité. Les sourds ne pouvant assurer les cours de parole, ils sont rétrogradés (de fait, non en droit) au rang de répétiteurs et ils ne bénéficient pas de la prime d'enseignement de la parole que reçoivent les professeurs entendants. Cependant, les professeurs (sourds et entendants, soutenus par les élèves) refusent de mettre en application cette

11. Joseph-Marie de Gérando, *De l'éducation des sourds-muets de naissance*, Paris, Méquignon l'aîné, 1827, tome 2, p. 399.

12. Auguste Bébien, *Examen critique de la nouvelle organisation de l'enseignement dans l'Institution royale des sourds-muets de Paris*, Paris, Treuttel et Wurtz, Hachette, 1834, p. 21-22.

nouvelle organisation et le conseil d'administration l'abandonne en 1836¹³. Cette décision unilatérale est l'élément déclencheur qui encourage Ferdinand Berthier, sensible à l'atmosphère générale des années qui suivent la révolution de juillet, à agir en direction de l'égalité (civile) des sourds.

Dans un premier temps, Ferdinand Berthier entreprend donc de fédérer les sourds entre eux. En novembre 1834, il crée le Comité des sourds-muets, composé de onze membres, tous sourds¹⁴, afin d'organiser un banquet annuel célébrant la naissance de l'abbé de l'Épée. Pourquoi l'abbé de l'Épée ? En 1834, ce dernier n'est plus guère connu, sa méthode d'enseignement par les signes méthodiques, fort compliquée, a été abandonnée par l'Institution de Paris et seuls ses anciens élèves encore vivants se souviennent de lui. Ferdinand Berthier choisit de lui attribuer *a posteriori* le rôle de l'ancêtre mythique sous l'aura duquel, reconnaissants, les sourds ne peuvent que se rassembler. Son image d'entendant ouvrant aux sourds les portes de la connaissance grâce à la langue des signes, illustre particulièrement bien le combat de Berthier. Trente ans avant qu'éclate la Révolution de 1789, l'abbé de l'Épée a été le premier à installer les sourds dans l'égalité et à le revendiquer publiquement. Il est un symbole du passé, incarnant les promesses des Lumières, que Ferdinand Berthier brandit dans le but de mieux marquer la différence avec les entendants de ce début du XIX^e siècle.

Dès le premier banquet de 1834, auxquels participent surtout des sourds (et trois entendants, dont un seul ne connaît pas la langue des signes¹⁵), Berthier s'attache à faire connaître l'œuvre de l'abbé de l'Épée¹⁶. Durant tout le banquet, il répète aux sourds que l'abbé est leur « père spirituel »¹⁷ et leur rappelle tout ce qu'ils lui doivent. Il a même invité deux anciens élèves de l'abbé de l'Épée, pour appuyer ses propos¹⁸. Et son discours convainc les participants. Les sourds portent plusieurs toasts, dans lesquels ils reprennent les formules de Berthier ; un sourd étranger prend la parole (en signes) pour dire : « Mes chers frères, je suis Italien, élève de l'école de Turin. J'ai accepté avec beaucoup de plaisir l'invitation que vous m'avez faite d'assister au premier banquet célébré à l'occasion de l'anniversaire de la naissance de l'abbé de l'Épée, notre bienfaiteur »¹⁹. Tous les convives reprennent les termes de « frères » et de « confraternité », chers à Berthier. Avec cet événement fondateur, on peut parler de la naissance de la « famille » des sourds-muets. On

13. Cf. à ce sujet Harlan Lane, *Quand l'esprit entend, Histoire des sourds-muets*, Paris, Odile Jacob, 1996 (1991), p. 189 et sq.

14. Parmi lesquels Alphonse Lenoir et Claudius Forestier, collègues de Ferdinand Berthier.

15. Bernard Maurice, le rédacteur en chef du *Temps*, journal de la gauche dynastique.

16. Comité des sourds-muets, « Article de M. B. Maurice sur le banquet du 30 novembre, qui se trouve dans le journal *Le Temps* du 2 décembre », *Registre des présents aux banquets*, manuscrit, s.l.s.d., non paginé, banquet de 1834.

17. Société centrale des sourds-muets de Paris, *Banquets des sourds-muets réunis pour fêter les anniversaires de la naissance de l'abbé de l'Épée*, Paris, Ledoyen, tome 1, 1842-1848, p. 12-13.

18. Comité des sourds-muets, « Article de M. B. Maurice... », *loc. cit.*

19. *Ibidem*.

peut d'ailleurs se demander pour quelle raison Berthier choisit ce champ lexical pour la désigner. Majoritairement, les sourds naissent dans des familles entendant, où ils sont bien souvent les seuls à ne pas entendre. Même quand ils ont appris à parler et à lire sur les lèvres, ils se retrouvent à de nombreuses occasions exclus des réunions familiales, ne serait-ce que parce qu'il est impossible de lire sur les lèvres de plusieurs personnes parlant en même temps. C'est souvent en arrivant dans les institutions pour sourds qu'ils découvrent d'autres sourds, ayant comme eux le sentiment de ne pas appartenir complètement à leur famille biologique. L'institut leur apparaît alors comme une sorte de deuxième maison et les élèves sourds comme une deuxième famille. C'est généralement aussi à ce moment-là qu'ils apprennent la langue des signes, qui leur ouvre la voie de la compréhension du monde en même temps que celle de la communication sans entrave. La « famille » des sourds-muets prend ainsi symboliquement la place que leur propre famille ne peut pas tenir.

Tous les ans, le Comité organise un banquet en l'honneur de l'abbé de l'Épée. Chaque année, dans son discours, Ferdinand Berthier entreprend de retracer l'historique de la condition des sourds avant l'abbé de l'Épée et de relater la vie et l'œuvre de ce dernier, particulièrement leurs aspects les plus marquants, sélectionnés et romancés par lui-même. Dès 1834, le Comité déclare avoir été « chargé » par « les sourds-muets de toutes les institutions et de tous les pays, jaloux d'offrir un tribut public de reconnaissance à la mémoire de l'abbé de l'Épée, leur père, leur créateur intellectuel »²⁰ de mettre en œuvre cette entreprise. La « famille » fondée par Berthier ne prétend pas pour autant être réellement représentative de la totalité des sourds du globe. Outre le fait qu'une telle représentation mondiale est peu réaliste, Berthier sait bien qu'elle ne donnerait pas forcément davantage de poids à sa démarche. Dans sa référence à l'universalité, il semble qu'il souhaite plutôt démontrer que ses amis et lui-même, bien que formant un petit groupe, ont toute légitimité à organiser cet hommage à l'abbé de l'Épée, au nom de tous les sourds.

DE 1838 À 1848 : DES REVENDICATIONS ÉGALITAIRES ENTENDUES

Le 27 mai 1838, Ferdinand Berthier « officialise » les objectifs du Comité des sourds-muets en fondant la Société centrale des sourds-muets de Paris. Les membres dirigeants de la Société centrale sont globalement les mêmes que précédemment, mais désormais des statuts posent le cadre général de leurs actions, notamment dans l'article 2 : « Son but principal est de délibérer

20. Comité des sourds-muets, « Premier banquet, 30 novembre 1834, 122^e anniversaire de la naissance de l'abbé de l'Épée », *Registre des présents aux banquets*, loc. cit.

sur les intérêts des sourds-muets en général, de réunir en un faisceau commun les lumières de tous les sourds-muets épars sur la surface du globe, et des hommes instruits qui ont fait une étude approfondie de cette spécialité, de resserrer les liens qui unissent cette grande famille, d'offrir à chacun de ses membres un point de ralliement, un foyer de communications réciproques, et de leur procurer des facilités pour se produire dans le monde.»²¹ Le principal objectif de la Société est de poursuivre l'entreprise commencée par le Comité des sourds-muets : fortifier la « famille » des sourds-muets, toujours avec une ambition universelle, et continuer à promouvoir publiquement l'œuvre de l'abbé de l'Épée. La Société centrale souhaite également jouer le rôle d'une société de bienfaisance (avec cette originalité qu'elle est gérée par des sourds eux-mêmes) et surtout développer l'instruction des sourds pour améliorer indirectement leur condition²². Elle n'a cependant pas les moyens d'œuvrer concrètement en ce sens. Elle offre en revanche à Ferdinand Berthier une tribune plus large que le Comité pour faire connaître ses idées. Les résultats sont là : entre 1838 et 1850 sont peints, sculptés et publiés (par des sourds comme par des entendants) un grand nombre de tableaux, de statues et d'ouvrages dont le sujet central est l'abbé de l'Épée. Ferdinand Berthier est le principal promoteur de ces actions, et leur rédacteur le plus prolifique²³. Mais la vraie réussite de cette société réside surtout dans la mise en place d'un groupe de pression, sur lequel s'appuie Ferdinand Berthier pour faire connaître les revendications des sourds aux entendants.

Il est intéressant de noter, dans la constitution de la famille des sourds-muets, le rôle joué par un homme de lettres original, Eugène Garay (1796-1873), ami entendant de Ferdinand Berthier, membre de la commission consultative de l'Institution de Paris à partir de 1841. Eugène de Monglave – son pseudonyme littéraire – est, certes, un écrivain mais il est avant tout un républicain, adversaire déclaré de la Restauration²⁴ et opposant prudent à la monarchie de Juillet. Né à Bayonne d'un père négociant, il est officier de marine avant de se lancer dans la carrière littéraire. Selon *La France littéraire*

21. Joseph Piroux, *L'ami des sourds-muets, journal de leurs parents et de leurs instituteurs, utile à toutes les personnes qui s'occupent d'éducation*, n° 4, février 1839, Paris, Hachette, p. 61.

22. *Idem*, p. 61.

23. Cf. notamment Ferdinand Berthier, *Histoire et statistique de l'éducation des sourds-muets*, Paris, chez l'auteur ou à l'administration de l'Institut historique, 1836; Ferdinand Berthier, *Les sourds-muets avant et depuis l'abbé de l'Épée*, Paris, Ledoyen, 1840; Ferdinand Berthier, *L'abbé de l'Épée, sa vie, son apostolat, ses travaux, sa lutte et ses succès, avec l'histoire des monuments élevés à sa mémoire à Paris et à Versailles; orné de son portrait gravé en taille douce, d'un fac-similé de son écriture, du dessin de son tombeau dans l'église Saint-Roch à Paris, et de celui de sa statue à Versailles*, Paris, Michel Lévy frères, 1852 (l'ouvrage est publié en 1852, mais il a été rédigé avant 1850).

24. Il est plusieurs fois condamné comme opposant au régime et il est contraint de se cacher sous divers pseudonymes, comme Maurice Dufresne. Cf. notamment Eugène Garay de Monglave, Eugène-Constant Piton, *Biographie des dames de la cour et du faubourg Saint-Germain, par un valet-de-chambre congédié*, Paris, Les marchands de nouveautés, 1826. Cet ouvrage satyrique a été parfois attribué à Vincent Fournier-Verneuil. Il a été saisi, condamné et détruit par arrêt de la Cour royale de Paris du 21 novembre 1826.

de 1834, il est membre de « plusieurs académies françaises et étrangères »²⁵. En 1833, il est également le co-fondateur, et le secrétaire, de l'Institut historique de Paris. Journaliste, fondateur d'une revue²⁶, il est l'auteur de nombreux ouvrages²⁷; il collabore également avec un éditeur²⁸ pour corriger les ouvrages des auteurs de ce dernier, voire pour les achever en cas de panne d'inspiration de leur auteur officiel²⁹. L'étendue de ses talents littéraires le pousse même à publier en 1834, dans le *Journal de l'Institut historique*, un faux chant traditionnel sur la bataille de Roncevaux, *El Canto de Altabiscar*, en le présentant comme un texte anonyme ancien qu'il aurait retrouvé et exhumé, alors qu'il en est lui-même l'auteur, en français, et qu'il l'a fait traduire en basque. Or ce procédé n'est pas sans rappeler la reconstruction de l'image de l'abbé de l'Épée par Berthier. Il est difficile de savoir lequel a le plus influencé l'autre, mais on peut en tout cas supposer que Monglave a sa part dans cette entreprise. Son amitié avec Berthier permet à ce dernier d'avoir accès à son carnet d'adresses. Entre 1831 et 1834, Monglave participe à la rédaction du *Livre des cent-et-un*, avec notamment Eugène Sue, Benjamin Constant, Victor Hugo, Alphonse de Lamartine, François-René de Chateaubriand. À partir de 1834, tous ces auteurs sont invités par Ferdinand Berthier aux banquets annuels des sourds-muets, tout comme Ledru-Rollin et Victor Considérant, que Berthier – seul – ne pouvait pas connaître. Il semble donc que les deux amis aient trouvé des intérêts croisés dans la constitution de la famille des sourds-muets : Berthier l'appui de célébrités et Monglave la possibilité d'exprimer librement ses opinions dans un cadre extérieur au monde politique. Cette association montre également que, pour toucher les entendants, Berthier ne peut agir seul. Il lui faut l'aval d'un intermédiaire entendant (qui sert même, à l'occasion, d'interprète) pour faire entendre la « voix » des sourds aux autres entendants.

La Société centrale des sourds-muets de Paris permet à Berthier de dénoncer publiquement (surtout grâce à l'écho qu'elle obtient auprès des journalistes) les injustices sociales que subissent les sourds. En effet, les sourds observent qu'en de nombreuses occasions ils se trouvent en situation d'infériorité dans leur vie quotidienne. Du fait de leur surdité et de leur utilisation de la langue des signes, on ne les laisse pas jouir de droits pourtant

25. Joseph-Marie Quérard, *La France littéraire ou dictionnaire bibliographique des savants, historiens et gens de lettres de la France, ainsi que des littérateurs étrangers qui ont écrit en français, plus particulièrement pendant les XVIII^e et XIX^e siècles*, Paris, Didot, 1834, tome 6, p. 206.

26. En 1823, il fonde le journal *Le Diable boiteux*, qu'il fait revivre en 1832, puis en 1857.

27. Cf. notamment Eugène Garay de Monglave, *Histoire de l'Espagne*, Paris, Raymond, 1825; Eugène Garay de Monglave, *Histoire de la Suisse*, Paris, Dauthereau, 1826; Eugène Garay de Monglave, *Biographie pittoresque des quarante de l'Académie française, par le portier de la maison, 1^{re} édition, revue et corrigée par un de ces messieurs et suivie de l'histoire des quarante fauteuils*, Paris, Les marchands de nouveautés, 1826; ainsi que Maurice Dufresne, *Le Bourreau*, Paris, E. Renduel, 1830, 4 volumes.

28. Edmond Werdet (1795-1869), éditeur, notamment, d'Honoré de Balzac.

29. Cf. Firmin Maillard, *Histoire anecdotique et critique de la presse parisienne, 2^e et 3^e années, 1857 et 1858 : revue des journaux de l'année*, Paris, Poulet-Malassis et de Broise, 1859, p. 112-113.

inscrits dans le Code civil, comme le mariage³⁰. Même un sourd instruit peut ne pas être autorisé à se marier s'il ne parle pas, alors que le Code civil n'indique aucune incapacité à son endroit. Il pourrait en théorie utiliser le français écrit³¹ ; la jurisprudence laisse cependant les magistrats et les maires juger de la bonne compréhension des sourds. Or certains de ces derniers ne reconnaissent pas la valeur de la langue des signes ou du français écrit et considèrent la parole comme la seule expression de l'intelligence des sourds. Certains sourds instruits se voient ainsi refuser le droit de se marier, droit auquel peut pourtant prétendre tout entendant, même illettré et misérable. Par ailleurs, les membres de la Société centrale des sourds-muets de Paris constatent un certain *a priori* défavorable quant à la moralité des sourds lors de procès, particulièrement quand il s'agit de sourds non instruits. Les magistrats, auxquels s'associent souvent les rédacteurs des journaux, débattent longuement, par tribunes écrites interposées, de l'état moral qu'ils supposent aux sourds. Selon la plupart d'entre eux, l'intelligence ne peut se développer qu'au travers de l'ouïe et de la parole, et la langue des signes ne peut parvenir au même résultat³². Ces affirmations ne sont que le fruit de leur méconnaissance de la langue des signes, dont les sourds comme Berthier et ses collègues ne cessent de rappeler l'efficacité cognitive. Selon ces derniers, les sourds ont tout autant conscience de la morale que les entendants, qu'ils soient instruits ou non³³. Berthier va même jusqu'à reporter le problème sur les magistrats : « [...] la difficulté dont vous vous plaignez ne provient pas de l'intelligence de l'accusé, elle doit être imputée tout entière à l'intelligence du juge. »³⁴ En effet, dans le meilleur des cas, ces doutes sur la moralité des prévenus conduisent les tribunaux à imposer la présence d'un interprète, même pour les sourds instruits, afin que cet intermédiaire serve de caution morale, intellectuelle et linguistique. Dans le pire des cas, les prévenus sont condamnés d'office sans même savoir ce qu'on leur reproche³⁵. Quant aux interprètes, ils sont souvent issus de l'Institution des sourds-muets de Paris. On pourrait penser que cette pratique est le signe que les magistrats traitent les sourds avec considération, mais elle résulte plutôt du fait qu'à Paris l'Institution des sourds-muets est le seul endroit où l'on peut trouver des personnes capables de se faire comprendre des sourds. Ces interprètes sont généralement des professeurs, soit sourds – comme Berthier, Pélissier ou Forestier, auquel cas les traductions passent par l'écrit – soit entendants. Lorsqu'il s'agit des

30. Société centrale des sourds-muets de Paris, *Résumé des travaux pendant l'année 1840-1841*, Paris, A. René et C^{ie}, 1841, p. 5.

31. Cf. Joseph Piroux, *L'ami des sourds-muets...*, n° 1, novembre 1838, p. 5.

32. Cf. à ce sujet Florence Encrevé, « De l'abbé de l'Épée à l'abbé Tarra, La "conversion" des ecclésiastiques catholiques à la méthode orale dans l'éducation des sourds (1760-1880) », *Revue d'histoire de l'Église de France*, tome 97 (n° 238), janvier-juin 2011, p. 103-120.

33. Joseph Piroux, *L'ami des sourds-muets...*, n° 3 – janvier 1839, p. 38.

34. *Idem*, p. 39.

35. Société centrale des sourds-muets de Paris, *Résumé des travaux pendant l'année 1840-1841*, *op. cit.*, p. 10.

professeurs entendants, ils ne connaissent bien souvent que très approximativement la langue des signes. Il leur arrive parfois de plaider en faveur des accusés (au lieu de traduire) et de faire acquitter des sourds pourtant manifestement coupables au nom de leur supposée absence de discernement entre le bien et le mal, ce que ne manque pas de dénoncer Berthier³⁶.

Ces constats d'infériorité des sourds dans la vie sociale poussent les membres de la Société centrale des sourds-muets de Paris à revendiquer l'application des principes de 1789 aux sourds. Il semble que Berthier ait relativement bien saisi les enjeux de la situation politique sous la monarchie de Juillet. Il ne demande pas le droit de vote pour les sourds, car, on le sait, alors sa mise en œuvre n'est pas considérée comme un droit mais comme une fonction par les libéraux au pouvoir³⁷. En revanche, particulièrement après le vote de la loi du 28 juin 1833 sur l'enseignement, il ne cesse de demander l'instruction de tous les enfants sourds, par le biais de la langue des signes, au nom de l'égalité des droits. Selon lui, l'éducation est la clé de l'amélioration de la condition des sourds : dès lors qu'un sourd est instruit il peut connaître ses droits et les défendre. Berthier souhaite donc éclairer les sourds, notamment les plus pauvres, grâce à l'instruction en langue des signes et, à long terme, réduire de manière globale les inégalités individuelles dont ils souffrent. Entre 1838 et 1847, Ferdinand Berthier utilise pour servir la cause des sourds un moyen correspondant bien à la conjoncture politique et sociale du moment : un groupe de pression. Sous un régime parlementaire censitaire, où un petit nombre de personnes est censé représenter la totalité de la population, un individu seul ne peut être entendu de la classe dirigeante. Il lui faut appliquer le même principe que celui qui est mis en place par le gouvernement : un système « représentatif ». C'est la raison pour laquelle Berthier fonde la Société centrale des sourds-muets de Paris, composée de sourds instruits, et la présente comme étant tout à fait légitime pour s'exprimer au nom de tous les sourds de France (et même des sourds du monde entier). Et cette méthode fonctionne relativement bien puisque l'État prête une oreille favorable aux revendications linguistiques et égalitaires des sourds et qu'il ne favorise pas particulièrement l'oralisme, lequel bénéficie pourtant lui aussi d'une bienveillance de la part des décideurs. L'enseignement de la parole aux sourds se développe également de son côté, soutenu et encouragé par des médecins de l'Institution de Paris, d'abord Jean Marc Gaspard Itard au début du siècle, puis Alexandre Louis Paul Blanchet à partir de 1847, et par des pédagogues aux conceptions diverses : pour certains, comme Hector Volquin³⁸, la parole est le but de son enseignement, ce qui autorise à employer tous les moyens existants – dont la langue des signes – pour y parvenir ; pour d'autres, comme

36. Joseph Piroux, *L'Ami des sourds-muets...*, n° 3 – janvier 1839, p. 35.

37. Cf. notamment Pierre Rosanvallon, *Le moment Guizot*, Paris, Gallimard, 1985.

38. Il est professeur de parole à l'Institution des sourds-muets de Paris. Cf. Hector Volquin, *L'impartial, journal de l'enseignement des sourds-muets*, n° 1, janvier 1856, Baillière, p. 11.

Blanchet, la parole est à la fois le moyen et la fin de l'instruction. Dans cette dernière conception, la langue des signes n'a pas sa place en tant que langue d'enseignement. Autant les sourds comme Berthier acceptent volontiers que les élèves apprennent la parole, si cela leur est possible, dans un cours complémentaire, autant ils sont opposés à la conception de Blanchet et des autres partisans de l'oralisme en tant que moyen³⁹, car elle ne permet pas selon eux d'avoir accès à la totalité de ce qui est énoncé. Dans la première moitié du siècle, l'oralisme est en cours de développement et, sans parler de la structure étatique en elle-même qui ne permet pas de réforme de ce type, si le gouvernement ne décide pas de réforme d'envergure en faveur de la parole c'est tout autant grâce aux actions de Berthier que parce que cet enseignement spécial n'est pas encore considéré par les décideurs comme suffisamment probant.

DE 1848 AUX ANNÉES 1870 : LE TOURNANT VERS L'ORALISME

La «famille» des sourds-muets ne parvient à réaliser ses ambitions en faveur des autres sourds, notamment à agir concrètement pour ceux qui sont pauvres et non instruits, qu'à partir de la mise en place de la Seconde République. Certes, en février 1848, la révolution les surprend tout autant que leurs contemporains entendants, mais cela n'empêche pas certains d'entre eux de participer aux insurrections. C'est du moins ce qu'ils écrivent dans leur lettre au gouvernement provisoire déposée par Berthier et des membres de la Société centrale des sourds-muets de Paris, dans le but d'assurer le nouveau gouvernement de leur soutien (au nom de tous les sourds de France). Berthier rallie sans hésitation la jeune République, même si cela le conduit à critiquer à demi-mot l'ancien gouvernement qui lui a pourtant permis de constituer son groupe de pression. Quelles que soient ses opinions politiques, il fait acte d'allégeance à tous les nouveaux régimes, parce qu'il est avant tout attaché à la cause de ses «frères» et aussi car il a compris que c'était l'une des conditions de la réussite de son entreprise. Quand ils agissent en tant que minorité, les sourds ne peuvent s'engager qu'en faveur des intérêts de leur seul groupe. Tout engagement collectif qui ne concerne pas spécifiquement leur cause n'est pas envisageable pour eux, car leurs revendications seraient alors diluées dans la défense d'intérêts plus généraux. Ainsi, Ferdinand Berthier reprend rapidement à son compte toute la terminologie républicaine et révolutionnaire qui résonne dans l'air du temps. On constate un glissement dans l'appellation de son groupe de pression. Indistinctement de celui de «famille», Berthier utilisait auparavant le terme de «fraternité» dans le sens

39. Dont, il faut le souligner, un sourd fait partie : Benjamin Dubois, devenu sourd à l'âge de 7 ans, directeur de l'École des sourds-parlants Dubois fils, ouverte en 1837, transférée en 1855 dans l'Institution des sourds-muets de Paris. En 1868 et en 1869, Benjamin Dubois préside les banquets en hommage à l'abbé de l'Épée et il effectue ses discours en langue des signes.

qu'il possédait en 1789, issu du latin classique *fraternitas* (relations entre frères, entre peuples). Mais après les journées de juin 1848, le mot « fraternité » prend un sens nouveau, davantage associé à la philanthropie. Or Berthier ne souhaite pas que les sourds soient trop fortement liés à cette nouvelle connotation qui peut les maintenir dans un état d'infériorité. Il veut, au contraire, forger une image qui fasse d'eux les égaux des entendants : des personnes capables, grâce à la langue des signes, de prendre les bonnes décisions pour elles-mêmes comme pour leurs semblables. C'est la raison pour laquelle il décide de parler désormais de la « nation » sourde-muette. Ce terme, à la consonance fort opportunément républicaine, lui est probablement soufflé par Eugène de Monglave, car déjà en 1834 ce dernier l'utilisait à la place du mot « famille » préféré par Berthier⁴⁰.

Après une petite année de flottement, les membres de la Société centrale des sourds-muets de Paris reprennent leurs activités. En août 1849, Ferdinand Berthier est même décoré de la Légion d'honneur des mains du président de la République, Louis-Napoléon Bonaparte, lors de la remise des prix de l'Institution des sourds-muets de Paris, ce qui accroît sa notoriété chez les entendants et sa popularité auprès des sourds. Les événements révolutionnaires de 1848 auront permis à la famille des sourds-muets de franchir un nouveau pas, cette fois-ci en faveur des plus modestes. Après la révolution, la conjoncture politique encore incertaine procure un sentiment d'insécurité chez certains notables bourgeois qui craignent la répétition des insurrections populaires. Pour se prémunir contre cette menace, tout autant que pour œuvrer en direction des pauvres, ils s'investissent davantage qu'auparavant dans des sociétés de bienfaisance. Berthier saisit cette occasion pour fonder en janvier 1850 une deuxième société, mixte (rassemblant sourds et entendants) : la Société centrale d'éducation et d'assistance pour les sourds-muets en France, indépendante de la Société centrale des sourds-muets de Paris (dont il reste président jusqu'à sa mort en 1886). Il tient à cette séparation, car sa première société représente pour lui le socle de la famille des sourds et il ne veut pas risquer de la voir se fondre dans une organisation gérée principalement par des entendants.

Avec cette deuxième société, Berthier élargit son ambition d'agir en faveur des sourds de toute la France. Elle possède son siège dans les locaux de l'Institution des sourds-muets de Paris et elle regroupe un grand nombre de personnalités⁴¹ : son président est Jules Dufaure, ministre de l'Intérieur

40. Lors du banquet de 1856, Berthier revient toutefois sur ce changement, probablement parce qu'il sonne alors un peu trop républicain aux oreilles de l'Empire (cf. Société centrale des sourds-muets de Paris, *Banquets des sourds-muets réunis pour fêter les anniversaires de la naissance de l'abbé de l'Épée*, tome 2 1849-1863, Paris, Hachette, 1864, p. 124). En 1868, Berthier emploie à nouveau le terme de « nation à part » (Ferdinand Berthier, *Le Code Napoléon, code civil de l'Empire français mis à la portée des sourds-muets et de leurs familles et des parlants en rapport journalier avec eux*, Paris, Librairie du Petit journal, 1868, p. 9), mais la conjoncture sociopolitique de la fin de l'Empire et la montée en puissance des républicains permettent d'expliquer la réactivation de cette formulation.

41. Société centrale d'éducation et d'assistance pour les sourds-muets en France, *Première séance générale*

en 1848 et 1849⁴², et les vice-présidents sont Charles de Rémusat⁴³, Léon de Maleville⁴⁴, Ferdinand Berthier, Adolphe de Lanneau (directeur de l'Institution des sourds-muets de Paris), Eugène Durieu⁴⁵ et M^{gr} Marie-Dominique-Auguste Sibour⁴⁶. Le baron Jean-Guillaume Hyde de Neuville⁴⁷ en est le vice-président honoraire, Alphonse Lenoir le secrétaire adjoint, et Nau-Beaupré, agent comptable de l'Institution nationale des sourds-muets de Paris, le trésorier. Au comité des dames patronnesses de l'œuvre⁴⁸ se trouvent, notamment, plusieurs représentantes de l'aristocratie, dont la baronne de Gérando. Il semble bien que sans les événements de l'année 1848 une telle union autour des sourds n'aurait pu être aussi rapidement constituée. On peut se demander si un rassemblement aussi large n'est pas le signe d'un changement de tactique de la part de Berthier, consécutif au changement de régime. Pour convaincre les autorités, un groupe de pression intermédiaire, efficace sous la monarchie de Juillet, ne correspond plus à la nouvelle conjoncture. D'ailleurs, Monglave ne fait pas partie de la nouvelle société. Il semble que ce soit lui-même qui ait délibérément choisi de ne pas y entrer⁴⁹, mais cela révèle aussi que Berthier n'a plus besoin de lui comme intermédiaire auprès des entendants. La République ayant aboli le suffrage censitaire et institué le suffrage « universel », pour faire entendre la cause des sourds, Berthier doit désormais mettre de côté son ancienne société et créer une nouvelle structure regroupant des personnalités très diverses : un protestant bien connu (Maleville), un archevêque, un ancien légitimiste (Hyde de Neuville), des conservateurs libéraux ou modérés, des députés élus directement par la population en 1848... Il souhaite montrer que les sourds bénéficient du soutien d'individus différents, « représentant » en quelque sorte une bonne partie de la population et assurant donc la légitimité de son action en direction des sourds.

Toutefois, bien qu'il ne souhaite pas assimiler la famille des sourds à cette « fraternité philanthropique » (en choisissant d'utiliser plutôt le terme de « nation » pour la désigner), Berthier y a tout de même recours. Cela peut sembler paradoxal, puisque le principe même de son action depuis 1834 est de montrer que les sourds sont à considérer comme égaux aux entendants,

annuelle, tenue sous la présidence de M. Dufaure, membre de l'Assemblée nationale, président de la Société, le jeudi 13 mars 1851, Paris, Thunot et C^{ie}, 1851, p. 9.

42. Il est également conseiller d'État, ministre des Travaux publics et député libéral sous la monarchie de Juillet, ainsi que député en 1848.

43. Député et ancien ministre de l'Intérieur en 1840.

44. Ministre de l'Intérieur du 20 au 29 décembre 1848, également sous-secrétaire d'État et député sous la monarchie de Juillet, ainsi que député de 1848 à 1851.

45. Alors directeur général des cultes.

46. Archevêque de Paris en 1848.

47. Ministre de la Marine et des colonies en 1828-1829.

48. Ce comité est chargé du patronage des enfants en bas âge et de la surveillance des établissements des sourdes-muettes assistées.

49. Il cesse même de participer aux banquets à partir de 1853, malgré les insistances de Berthier, à la suite de critiques de la part de certains convives, que l'on peut supposer être des membres de la Société centrale d'éducation et d'assistance pour les sourds-muets en France (cf. Société centrale des sourds-muets de Paris, *Banquets des sourds-muets...*, op. cit., tome 2, p. 73-74).

en particulier grâce à la langue des signes. Or la philanthropie n'a pas pour objectif de traiter ceux qui en bénéficient comme les égaux de ceux qui les patronnent. Mais Berthier n'a pas le choix : il pense aux autres sourds, à ceux qui ne participent pas à ses banquets et qui ne bénéficient pas encore des bienfaits de l'instruction. De même qu'il rebondit sur chaque révolution pour assurer le nouveau régime du soutien des sourds, Berthier utilise tous les moyens à sa disposition pour parvenir à ses fins, ici l'instruction de tous les sourds par la langue des signes, quitte à sacrifier pour cela l'image qu'il veut donner des sourds. Prudent, il ne manque cependant pas de continuer à faire vivre la Société centrale des sourds-muets de Paris. Il lui conserve notamment la prérogative de l'organisation des banquets annuels, auxquels il convie systématiquement les membres entendants de la Société centrale d'éducation et d'assistance, tout autant pour leur montrer que les sourds sont leurs égaux⁵⁰ que pour leur rappeler l'action de l'abbé de l'Épée en faveur des sourds.

Avec cette nouvelle société, la famille des sourds-muets a les moyens d'agir en faveur des sourds pauvres. Cependant, comme il s'agit avant tout de philanthropie, l'ambition égalitariste de Berthier ne transparait guère et si des situations d'infériorité sont relatées lors de ses assemblées générales, ce n'est pas pour encourager l'utilisation de la langue des signes, comme le faisait la Société centrale des sourds-muets de Paris, mais plutôt pour illustrer la nécessité de la prise en charge des sourds. Malgré tout, pendant dix ans, la Société centrale d'éducation et d'assistance pour les sourds-muets en France fonctionne de manière relativement homogène, jusqu'à ce qu'à la fin des années 1850 on constate un changement parmi ses membres, changement qui se produit également dans de nombreuses autres sociétés charitables. Certains des notables qui s'étaient engagés dans l'action philanthropique à la faveur des événements de 1848 sont désormais rassurés par le régime mis en place par Napoléon III à l'issue de son coup d'État et ils souhaitent aussi s'émanciper de sa protection. Ils se désengagent donc peu à peu des œuvres de bienfaisance. À partir des années 1860, les membres du conseil supérieur de la société sont progressivement remplacés par des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur (qui gère les institutions pour sourds), des négociants, des manufacturiers, des propriétaires, d'anciens avocats ou d'anciens notaires. Ce changement si étroitement lié aux premières années de l'Empire renforce la dimension philanthropique de l'œuvre et achève de faire disparaître totalement sa dimension politique. Il marque ainsi la fin de l'influence de Berthier et de ses idées égalitaires.

Berthier adapte pourtant sa stratégie à cette nouvelle conjoncture. Il honore régulièrement Napoléon III dans ses discours et, s'il ne peut

50. Lors des banquets, les sourds sont majoritaires et ils utilisent tous la langue des signes, ce qui a pour effet de « renverser » la situation habituelle de communication et de faire se sentir en infériorité les entendants qui, ne comprenant rien à la conversation, sont obligés d'avoir recours à des interprètes ou à utiliser un papier et un crayon pour communiquer avec les sourds.

convaincre directement l'empereur du bien-fondé de l'utilisation de la langue des signes pour les sourds, il tente de toucher ses représentants : les fonctionnaires de l'Empire. Il comprend rapidement que, pour parvenir à ses fins, il ne doit plus s'appuyer sur les représentants du peuple, comme en 1850, mais sur les représentants du pouvoir. À partir de 1857 il convie principalement à ses banquets des fonctionnaires du ministère de l'Intérieur, des administrateurs de l'Institution de Paris ainsi que des hommes d'affaires, des banquiers ou des industriels, acquis à cette idéologie du progrès que l'Empire déclare vouloir promouvoir. Mais cette adaptation ne porte pas ses fruits. On constate que, progressivement, les membres entendants de la Société centrale d'éducation et d'assistance pour les sourds-muets en France ne considèrent plus la langue des signes de la même façon que les sourds. Elle leur semble être le reflet du passé. Lors des assemblées générales, les démonstrations de parole par des élèves de l'Institution sont plus nombreuses que les fables ou autres discours exprimés en langue des signes. Le courant oraliste, porté par des personnes convaincues que l'évolution industrielle et sociale de la France va dans le sens du progrès, prend peu à peu davantage de poids. Depuis le début du siècle, les méthodes d'apprentissage de la parole se sont améliorées et, consécutivement, les écoles pour sourds ouvrent de plus en plus de classes d'articulation, même les plus attachées à la méthode gestuelle⁵¹. L'influence des sourds diminue d'autant, puisque leurs idées sont regardées comme allant dans le sens contraire de la marche du progrès. Leur opinion n'est plus requise sur le sujet ; au fur et à mesure, leur légitimité est remplacée par celle des médecins, des scientifiques et des enseignants qui cherchent à promouvoir l'éducation des sourds par la parole. Le combat égalitariste de Berthier ne trouve plus d'écho suffisant pour que la situation des sourds évolue dans le sens qu'il souhaite.

La Société centrale d'éducation et d'assistance pour les sourds-muets en France finit par échapper aux sourds, qui se replient sur la Société centrale des sourds-muets de Paris, seule structure où ils conservent les mains libres⁵². Mais comme la situation politique et sociale n'est plus la même que sous la monarchie de Juillet, la Société centrale des sourds-muets de Paris ne peut plus tenir son rôle de groupe de pression et elle n'est plus en mesure d'influencer les autorités. En 1867, Berthier décide de la renommer : Société universelle des sourds-muets, probablement pour mieux marquer sa différence avec l'autre société et montrer que les sourds souhaitent reprendre la main sur ce qui les concerne. Cependant, cette société composée uniquement de sourds ne parvient pas à endiguer la vague oraliste qui déferle sur eux au

51. Cf. Florence Encrevé, « De l'abbé de l'Épée à l'abbé Tarra... », *loc. cit.*, p. 111-115.

52. Ferdinand Berthier reste membre du conseil d'administration de la Société centrale d'éducation et d'assistance, mais il n'y est guère actif et il se contente le plus souvent de faire des discours (en langue des signes) aux élèves de l'Institution des sourds-muets de Paris, dans lesquels il les exhorte à être avant tout solidaires entre sourds.

nom du progrès. Il ne reste plus à Berthier qu'à éduquer les sourds lui-même. En 1868, il publie *Le Code Napoléon, code civil de l'Empire français mis à la portée des sourds-muets et de leurs familles et des parlants en rapport journalier avec eux*⁵³. Dans l'introduction, il précise que son ouvrage a été rédigé pour les sourds, afin de leur rendre le droit accessible, pour qu'ils connaissent mieux les lois et notamment celles qui les concernent. La fin de l'Empire et la proclamation de la République auraient pu lui fournir une nouvelle occasion de faire évoluer sa stratégie et peut-être d'obtenir de meilleurs résultats, mais il est alors âgé et il semble qu'il n'ait pas trouvé de successeur susceptible de reprendre son combat avec les mêmes succès et la même énergie que lui.

*

En 1880, à la suite du congrès de Milan⁵⁴, deuxième congrès international pour l'amélioration du sort des sourds-muets, le gouvernement décide de réformer l'éducation des sourds autour de l'application de la méthode orale dite « pure », proscrivant la langue des signes. Les républicains adhèrent fortement à l'idée de progrès et cette réforme est aussi pour eux un moyen de mettre en œuvre le principe « universel » de l'égalité. Pour eux, l'égalité réside dans l'identité et non dans la différence, mais l'identité par rapport à leur propre « norme », celle des (hommes) entendants⁵⁵. Paradoxalement, cette interprétation les conduit à écarter de l'égalité tous ceux qui ne correspondent pas à cette norme. En proscrivant la langue des signes ils souhaitent offrir aux sourds une égalité de moyens avec tous les autres Français, leur permettre d'approcher au plus près de la norme entendante-parlante. Comme les sourds ne sont pas entendants, cette réforme a pour effet de les inférioriser. Les sourds adultes ne sont plus admis à exercer des métiers intellectuels comme auparavant, notamment celui de professeur pour sourds : les derniers enseignants de l'Institution des sourds de Paris sont renvoyés en 1887. Et les enfants sourds sont catégorisés en fonction de leur aptitude à bénéficier de l'enseignement de la parole, c'est-à-dire plus ou moins en fonction de leur degré d'audition. Les plus sourds sont qualifiés d'« inaptes », voire d'« arriérés », justifiant ainsi la création d'une branche « anormale » de la psychologie, et ils sont écartés d'office des établissements d'éducation. Les moins sourds sont considérés comme éducatibles par la parole, mais tout juste capables d'effectuer des métiers manuels ne nécessitant pas de communiquer avec quelqu'un. L'infériorité des sourds est institutionnellement légitimée par l'in-

53. Ferdinand Berthier, *Le Code Napoléon...*, op. cit.

54. Cf. Florence Encrevé, « Réflexions sur le congrès de Milan et ses conséquences sur la langue des signes française à la fin du XIX^e siècle », *Le Mouvement Social*, numéro 223, avril-juin 2008, Paris, La Découverte, p. 83-98.

55. Les progrès de la médecine et de la science, dont les promoteurs sont persuadés qu'ils aboutiront un jour à la guérison des sourds et à la disparition de toutes les « anormalités », servent de caution scientifique à la validité « universelle » de cette norme.

terprétation républicaine de l'universalité des principes de 1789. Malgré les bonnes intentions de ceux qui affirmaient que la parole articulée allait dans le sens du progrès et que la langue des signes en était l'antithèse, la société évolue aux yeux de la « famille » des sourds-muets dans le sens contraire.

Florence Encrevé est docteure en histoire, université Paris 8